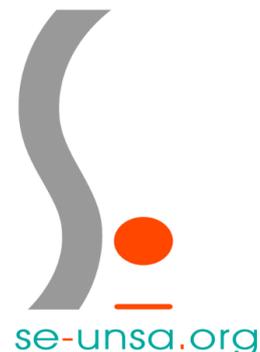


## Déclaration liminaire de la FSU

### CHSCT D 77

du Lundi 11 janvier 2021



Madame la Présidente du CHSCT, Mesdames, Messieurs,

Cette rentrée scolaire de janvier 2021 reste très incertaine et anxiogène étant donné l'évolution du contexte sanitaire et l'apparition d'une nouvelle souche de COVID B.1.1.7.

Nous sommes étonnés par le choix de ne pas repousser la rentrée scolaire des vacances de Noël pour freiner la diffusion de cette nouvelle variante comme le font tant d'autres pays d'Europe de l'Ouest.

De plus, M. Blanquer a annoncé la possibilité de prolonger les vacances de février selon l'évolution de la situation sanitaire, soit une "forme de confinement" qui interviendrait plus de 5 semaines après nos voisins. Cette annonce entraîne de nombreuses incertitudes, notamment dans le secondaire. En effet, M. Blanquer ne veut, pour le moment, pas modifier le calendrier des épreuves de spécialité du bac qui doivent avoir lieu courant mars mais alors que penser de cette annonce ? A qui s'adresse-t-elle ? Pas aux enseignants semble-t-il ! Comment les professeurs et les élèves doivent-ils s'organiser, sachant que le ministère se réserve le droit de modifier les modalités des épreuves jusqu'à deux semaines avant celles-ci ? Ces incertitudes ne permettent pas aux élèves de terminale ni à leurs enseignants de préparer sereinement ces épreuves ou le bon déroulement de l'année.

Concernant le virus, des études montrent que la variante B.1.1.7 est plus contaminante pour les enfants comme pour les adultes.

Quelle stratégie l'employeur compte-t-il mettre en place afin de préserver la santé des élèves et du personnel ?

Le directeur général de la santé, le président du conseil scientifique et les médecins alertent sur les particularités du variant anglais qui nécessite, a minima, une vigilance renforcée dans les établissements scolaires. Dans leur conférence de presse commune en fin de journée, le premier ministre et le ministre de la santé ont annoncé « *une surveillance renforcée dans les écoles* ». Pourtant, 1h30 avant lors de la réunion ministérielle, les paroles étaient beaucoup plus mesurées et floues, au motif que l'absence d'analyses et d'études suffisamment étayées ne permettraient pas de tirer des conclusions précises et donc de prendre des décisions. Le premier ministre annonce donc un suivi et une vigilance, sans dire comment ! Sans rien modifier ! Rien n'a été dit non plus par le ministère sur la situation des personnes vivant avec un proche vulnérable au cas où la situation sanitaire se dégraderait.

Le ministère annonce tout juste une accélération de la politique de tests, mais cette annonce avait déjà été faite au retour des vacances d'automne. Le bilan très mitigé de novembre et décembre montre qu'il faudra plus que des chiffres lancés à la volée pour avoir une politique de tests massifs et efficaces. Si les tests sont des éléments importants dans le cadre de la connaissance et de la gestion de la crise, à eux seuls, ils ne suffiront pas pour ralentir les contaminations.

Nous sommes actuellement bien loin du protocole de mai qui pourtant présentait déjà de nombreux points de tension, et nous craignons très fortement que ce protocole allégé nous conduise rapidement à un nouveau confinement strict, ce que nous voudrions éviter à tout prix et qui motive depuis septembre nos alertes et propositions.

De nouveau, Jean-Michel Blanquer affiche beaucoup d'intentions mais se soucie peu des moyens pour les mettre en œuvre : aucune politique de tests à grande échelle, d'isolement des personnels et élèves positifs ou cas-contact, d'aération renforcée des salles, de non-brassage des élèves, etc. Les demi-groupes sont possibles uniquement en lycée et sans cadrage national, ce qui contribue à creuser les inégalités. De même, l'organisation des périodes de formation en entreprise est laissée à l'appréciation de chaque lycée professionnel, créant des inégalités et désorganisant les enseignements.

